

Le Belge redoute une chute du revenu familial en cas de décès ou d'incapacité de travail

- 2 belges sur 3 redoutent une chute des revenus de la famille suite à un décès ou à une incapacité de travail
- 91,1% des Belges n'ont jamais entendu parler de l'allocation de transition
- La chute de revenus est estimée à 8.772 euros par an en moyenne en cas de décès
- 1 répondant sur 4 possède une assurance vie avec couverture décès
- Seuls 5,8% des répondants sont couverts par une assurance vie avec couverture incapacité de travail

Bruxelles – Les Belges se soucient de la chute des revenus de leur ménage suite à leur décès, mais ne s'en prémunissent pas suffisamment. Voilà l'enseignement principal d'une étude d'ERGO Insurance réalisée en collaboration avec KUL Campus Brussel auprès de 1.000 Belges mariés, cohabitants ou liés légalement. 24,9% des répondants et 20,6% de leurs partenaires disposent d'une assurance vie avec couverture décès. Par ailleurs, la majorité des personnes interrogées surestime le coût d'une couverture décès ou d'une couverture incapacité de travail.

La chute des revenus est estimée à 8.772 euros par an en cas de décès

Plus de deux tiers des Belges (70%) estiment que leur ménage serait confronté à des difficultés financières s'ils venaient à décéder. Cette estimation tient compte de toutes les sources de revenus, telles que les assurances, les allocations sociales, l'épargne ou les investissements. Les Belges sont 36,4% à estimer que le déficit de leurs revenus sera compris entre 1 et 1.000 euros, et 30,7% qu'il leur manquera entre 1.000 et 2.000 euros. En moyenne, les Belges considèrent que la chute de leurs revenus sera de 731 euros nets par mois, soit 8.772 euros par an, en tenant compte de la réduction des dépenses et consommations en cas de décès d'un des chefs de famille. Par 'dépenses et consommations', on entend les dépenses classiques consenties par un ménage pour la nourriture, l'habillement, l'hygiène, les soins de santé, les loisirs, les transports, la communication, l'électricité, le chauffage, etc.

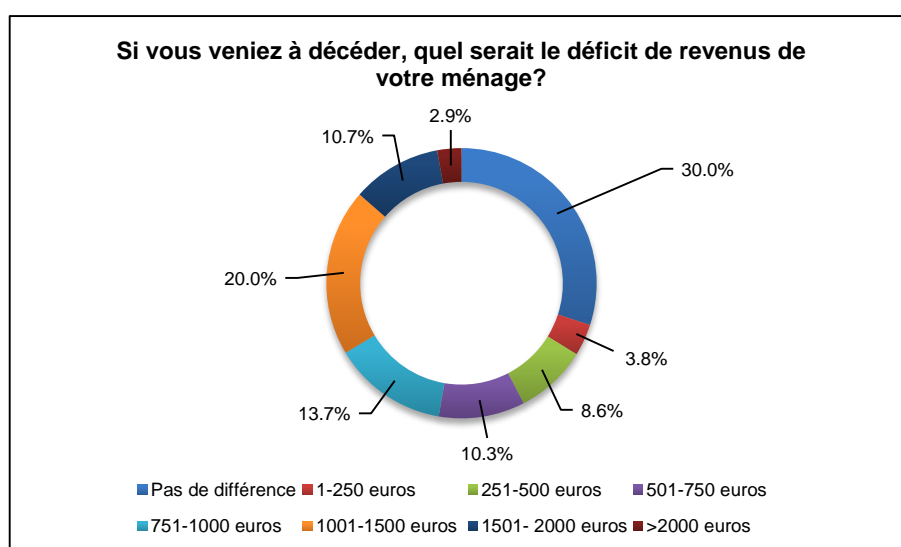


Figure 1: Si vous veniez à décéder, quel est le montant net qui manquerait à votre famille pour conserver son train de vie actuel? Ceci après déduction des autres revenus comme la sécurité sociale, l'épargne, les investissements et assurances.

Une connaissance insuffisante des mesures d'aide sociale

Autre éclairage important de l'étude, les Belges ne connaissent pas suffisamment les mesures d'aide sociale dont ils peuvent bénéficier. Quelque 37,2% des répondants ne savent pas si lui ou leur partenaire a droit ou non à une pension de survie. Certaines conditions y sont liées. Il y a un âge minimum défini par la loi, qui est en 2016 de 45 ans et 6 mois. Cet âge minimum sera augmenté d'année en année, pour atteindre 55 ans en 2030.

Début 2015, une 'allocation de transition' a en outre été instaurée pour les personnes dont le partenaire est décédé après le 31 décembre 2014 et qui n'ont pas atteint l'âge minimum. Cette allocation est versée pendant 12 mois aux personnes sans enfant et 24 mois aux personnes avec enfant(s). Or, l'étude révèle que 91,1% des personnes interrogées n'ont pas connaissance de cette allocation de transition.

Pas de mariage et pas d'enfants, pas de pension de survie ou d'allocation de transition

Pour bénéficier d'une pension de survie ou d'allocation de transition, les partenaires doivent être mariés ou en cohabitation légale depuis 1 an au moins au moment du décès ou l'addition des périodes de cohabitation légale (préliminaire) et de mariage doit atteindre au moins 1 an. Des exceptions à cette condition sont possibles, par exemple dans le cas où un enfant serait né pendant le mariage ou un des partenaires aurait un enfant à charge au moment du décès (*).

Le gouvernement devrait donc investir davantage dans son rôle d'information de la population sur ces mesures offertes par la sécurité sociale. Les assureurs et leurs conseillers peuvent aussi aider le public.

En cas d'incapacité de travail, le constat est identique

Les Belges sont 67,5% à estimer que leur ménage pâtira d'une chute de revenus s'ils venaient à se trouver en incapacité de travail. L'impact attendu est cependant légèrement inférieur à celui en cas de décès, à savoir 7.224 euros par an ou 602 euros nets par mois. Cette estimation tient aussi compte de toutes les sources de revenus, telles que les assurances, les allocations sociales, l'épargne ou les investissements. En cas d'incapacité de travail, 32,5% des répondants estiment qu'ils ne manqueront de rien, contre 30% en cas de décès (voir figure 1).

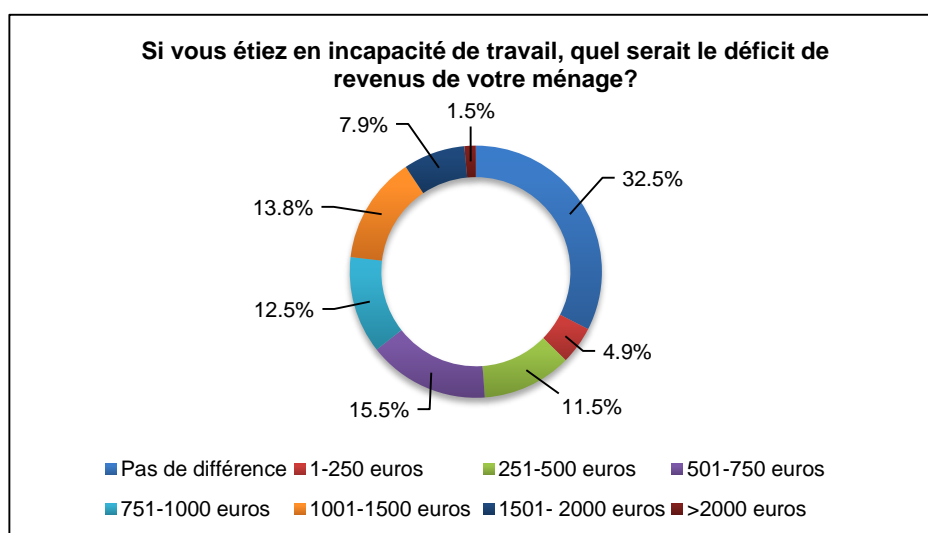


Figure 2: Si vous deviez tomber en incapacité de travail, quel est le montant net qui manquerait à votre famille pour conserver son train de vie actuel? Ceci après déduction des autres revenus comme la sécurité sociale, l'épargne, les investissements et assurances.

Cette perception est étonnante, car l'allocation sociale moyenne en cas d'incapacité de travail est à peine de 60% du revenu pendant la première année et est également soumise à un maximum. A partir de la deuxième année, cette allocation est de 65% pour un chef de famille avec une personne à charge, 55% pour une personne seule et seulement 40% pour un cohabitant. Cette dernière situation est d'ailleurs la plus fréquente (**).

En outre, en cas d'incapacité de travail, le ménage est confronté à une augmentation des dépenses et consommations et non à une diminution, comme en cas de décès.

Le Belge ne se couvre pas suffisamment contre la chute de revenus

Quand on interroge les répondants sur leurs plus grandes sources d'angoisse pour l'avenir, 54,9% des répondants disent qu'ils se soucient du risque d'une maladie grave et des coûts additionnels qui y sont liés. Et 48,8% d'entre eux s'inquiètent aussi de ne plus être capables de maintenir leur niveau de vie après la pension.

Malgré ces perspectives de chute de revenus, les Belges ne se couvrent pas suffisamment contre les conséquences d'un décès ou d'une incapacité de travail dans leur ménage. Ils ne sont que 24,9% et 20,6% de leurs partenaires à être couverts par une assurance vie avec couverture décès et à peine 5,8% et 3,9% des partenaires par une assurance vie avec couverture incapacité de travail.

Au demeurant, 51,8% des répondants affirment constituer une épargne-retraite par le biais d'une assurance vie. À l'inverse, 32,4% des couples belges n'ont encore jamais envisagé de souscrire une assurance vie.

Citons encore quelques chiffres intéressants ressortant de l'étude :

- Nos compatriotes sont 62,2% à ne pas recourir au planning de succession.
- Seulement 10,6% d'entre eux ont rédigé un testament.
- 14,8% des Belges sont couverts par une assurance obsèques, couvrant le coût des funérailles.

Une perception erronée du coût de la couverture décès et incapacité de travail

L'étude révèle aussi que les Belges ont une perception erronée du coût d'une assurance décès et d'une couverture contre l'incapacité de travail. Pas moins de 71,2% des répondants surestiment le montant de la prime d'assurance décès (***). Pour la couverture incapacité de travail, cette proportion culmine à 66,7%.

Une meilleure communication sur les primes de l'assurance décès et de la couverture incapacité de travail, ainsi que ses avantages semble donc s'imposer. La balle est dans le camp des assureurs et de leurs conseillers!

Sources:

(*) <http://www.onprvp.fgov.be/fr/futur/survivorpension/whichterms/pages/default.aspx>

(**) http://www.riziv.fgov.be/fr/statistiques/indemnites/Pages/default.aspx#.V7qp5_mLRD9

(***) *Par rapport à une prime moyenne chez ERGO Insurance ; estimation des répondants donnée sur la base de la situation suivante: Combien pensez-vous que la prime mensuelle d'une d'assurance-vie avec couverture décès de 100.000 euros pour un ouvrier de 35 ans en bonne santé (non-fumeur) coûterait (aucune profession dangereuse et couverture jusqu'à l'âge de 70 ans) ?*

Combien pensez-vous que la prime mensuelle d'une couverture incapacité de travail de 750 euros par mois pour un ouvrier de 35 ans en bonne santé (non-fumeur) coûterait (aucune profession dangereuse et couverture jusqu'à l'âge de retraite) ?

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:

Nathalie De Heem – Head of Marketing ERGO Insurance

Tél: +32 (0)2 278 27 93

Mob: +32 (0)477 66 30 40

E-mail: nathalie.de_heem@ergo.be

Benny Sterckx - Marketing & Communication Manager ERGO Insurance

Tél: +32 (0)2 278 25 47

Mob: +32 (0)496 59 14 08

E-mail: benny.sterckx@ergo.be

À propos du groupe ERGO Insurance

ERGO est un des plus importants groupes d'assurance en Allemagne et en Europe. Dans le monde entier, le groupe est représenté dans plus de 30 pays et concentre ses activités en Europe et en Asie. ERGO propose un éventail complet d'assurances, de prestations et de services. Sur son marché domestique en Allemagne, ERGO se place parmi les premiers fournisseurs, tous segments confondus. Quelque 43,000 personnes travaillent pour le groupe, soit en tant que salariés, soit en tant que représentants indépendants.

En 2015, ERGO a enregistré un encaissement de primes de 17,9 milliards d'euros. ERGO fait partie du groupe Munich Re, un des plus grands réassureurs et porteurs de risques au monde.

Plus d'informations sur www.ergo.com.

ERGO Insurance en Belgique

En Belgique, le groupe Munich Re est actif par le biais de trois entreprises : ERGO Insurance (assurances-vie), DKV Belgium (assurance maladie) et D.A.S. (assurance protection juridique). ERGO Insurance est actif sous le nom d'ERGO via son réseau exclusif (environ 500 conseillers indépendants actifs et 300 agents en Belgique) et par le réseau de courtiers sous l'enseigne ERGO Life (environ 500 courtiers indépendants actifs). La société compte 338 collaborateurs, actifs au siège ou dans un des 20 Business Centers locaux.

Plus de 800.000 clients en Belgique accordent leur confiance à ERGO Insurance. L'assureur est parvenu à se positionner comme un des leaders du marché dans le segment de l'épargne-pension avec une part de marché de 18,7%.

Plus d'informations sur www.ergo-insurance.be.